

**PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

DIRECTION de l'ACTION LOCALE  
Bureau des Procédures Environnementales

**N° 2014-0365**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

**Société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE à LARONXE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National de Mérite*

VU le livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-1, L.171-8, L. 511-1, L. 514-5 et R. 512-54,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le récépissé préfectoral de déclaration n°2013-0666 du 4 février 2014 permettant à la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE d'exploiter une plate-forme de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés sur le territoire de la commune de LARONXE ;

VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2714 « Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois » ;

VU l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 « Installation de traitement de déchets non-dangereux » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'inspection des installations classées PP/CM/LL/274 /2014 en date du 28 mai 2014 ;

CONSIDERANT que la quantité maximale de pneus usagés pouvant être broyés dans l'installation de traitement de déchets non dangereux relevant de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, permise par le récépissé préfectoral de déclaration n°2013-0666 du 4 février 2014 est au plus de 9,9 t/j ;

CONSIDERANT que lors la visite de contrôle de la plate-forme de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés exploitée par la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE sur le territoire de la commune de LARONXE, effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL LORRAINE le 25 mars 2014, il a été constaté que des quantités journalières de pneus usagés broyés sur cette plate-forme ont été à plusieurs reprises très supérieures au seuil d'autorisation de 10 tonnes fixé par la rubrique 2791-1 ;

CONSIDERANT que l'exploitation sans l'autorisation requise par le code de l'environnement d'installations de traitement de déchets dangereux est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'installation de broyage de pneus usagés déclarée sous la rubrique 2791-2 n'a pas l'objet jusqu'à ce jour d'un contrôle périodique par un organisme agréé contrairement aux dispositions fixées au point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 « Installation de traitement de déchets non-dangereux » ;

CONSIDERANT que, contrairement aux dispositions de l'article R. 512-54-II du code de l'environnement, la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE a modifié l'aménagement de sa plate-forme de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés exploitée sur le territoire de la commune de LARONXE, sans en avoir préalablement informé le Préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDERANT que lors la visite de contrôle de la plate-forme de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés exploitée par la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE sur le territoire de la commune de LARONXE, effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL LORRAINE le 25 mars 2014, il a été constaté que les dispositions fixées aux points 2.7 (installations électriques) et 4.2 (moyens de lutte contre l'incendie) des annexes I des arrêtés ministériels du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2714 et du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791, ne sont pas entièrement respectées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Régularisation de la situation administrative**

En vue de régulariser la situation administrative de son installation de traitement de déchets dangereux, activité soumise à autorisation pour une quantité maximale de pneus usagés broyés supérieure à 10 t/j au sein de la plate-forme de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés exploitée sur le territoire de la commune de LARONXE, la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE, dont le siège social est sis 22 allée du Bois - 39100 BREVANS, est mise en demeure de déposer auprès du Préfet un dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et régulier conformément aux dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-10 du code de l'environnement, **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

### **Article 2 : Respect des prescriptions déjà applicables**

La société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE est mise en demeure pour la poursuite d'exploitation de sa plate-forme de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés située sur le territoire de la commune de LARONXE, objet du récépissé préfectoral de déclaration n°2013-0666 du 4 février 2014 :

- de ramener la quantité maximale journalière de pneumatiques usagés broyée en dessous de la capacité permise par le récépissé préfectoral de déclaration n° 2013-0666 du 4 février 2014, c'est-à-dire à moins de 10 t/j, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté,**
- d'adresser à l'autorité préfectorale, conformément aux dispositions de l'article R. 512-54 II du code de l'environnement, un dossier de modification des conditions d'aména-

gement et d'exploitation de la plate-forme de LARONXE, comprenant en particulier un nouveau plan de l'implantation des installations existantes modifiée pour des raisons d'adaptabilité, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté,**

- de justifier le complet respect des dispositions fixées aux points 2.7 (installations électriques) et 4.2 (moyens de lutte contre l'incendie) des annexes I des arrêtés ministériels du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2714 et du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791, en fournissant à l'inspection des installations classées, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, notamment :**
  - la copie du rapport d'une nouvelle vérification des installations électriques de la plate-forme, établi par un organisme extérieur qualifié, attestant de l'entière conformité de ces installations au décret du 14 novembre 1988,
  - et un plan d'ensemble de la plate-forme localisant l'implantation des moyens complémentaires de lutte contre un incendie, constitués par le stockage d'agents mous-sants, ainsi que leurs caractéristiques et quantités,
- de satisfaire aux dispositions fixées au point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 « Installation de traitement de déchets non-dangereux » en faisant réaliser le contrôle périodique par un organisme agréé de son installation de broyage de pneumatiques usagés et en procédant aux éventuels travaux de mise en conformité nécessaires, **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Recours**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-31 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### **Article 5 – Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et l'inspecteur des installations

classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

au directeur de la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE

et dont une copie sera adressée à :

au Maire de LARONXE.

NANCY, le 25 JUIN 2014  
Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY